

Note de recherche stratégique 8

Analyse de la crise ukrainienne.

Regards universitaires (vol. 2)

Dossier rassemblé par **Frédéric Charillon**

Directeur de l'IRSEM

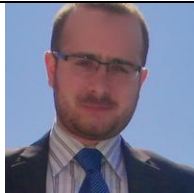





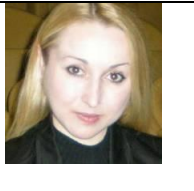
A la suite de la première *Note de Recherche Stratégique* consacrée à la crise ukrainienne (n°6-2014, <http://www.defense.gouv.fr/irsem>), l'IRSEM rassemble sept autres chercheurs spécialistes de la zone, pour analyser les répercussions possibles de l'épisode russo-ukrainien.

Nous tenons cette fois encore à remercier les auteurs d'avoir accepté de contribuer à cet exercice : nous mesurons ce que représente, en cette période de l'année, l'acceptation de délais aussi courts, et l'amitié que cela témoigne à l'égard de notre institut.

Olivier SCHMITT (King's College, Londres) analyse la perception internationale de Vladimir Poutine, sa stratégie en trois temps et les quatre scénarios qui peuvent en découler. **Silvia SERRANO** (Université d'Auvergne, Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasien), revient sur les répercussions régionales de la crise, vue comme un test de la capacité d'un mouvement civique à abattre un régime corrompu, comme un coup porté au partenariat oriental, et comme la validation du choix euro-atlantiste de certains pays de la zone. **Marie-Elisabeth BAUDOIN** (Université d'Auvergne) insiste sur les conséquences des discours tenus et met en garde contre les effets croisés des différentes immixtions extérieures. **Françoise DAUCE** (Université Blaise Pascal, Centre d'Histoire Espaces et Cultures, Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasien, Institut Universitaire de France) nous montre la remise en cause systématique de la liberté du débat électronique russe, opérée par le pouvoir à l'occasion de cette crise. **Elena MORENKOVA PERRIER** (Paris II) éclaire les ressorts de l'euphorie patriotique suscitée en Russie par les événements récents, laquelle s'articule autour de trois idées forces. **Igor DELANOE** (Université Kadir Has, Istanbul) explore les enjeux énergétiques, cruciaux pour le redressement de l'économie ukrainienne. Enfin **Inessa BABAN** (Paris IV) développe en particulier l'enjeu South Stream pour la sécurité énergétique européenne.

Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM



	Olivier Schmitt , docteur en relations internationales au King's College, Londres, auteur notamment de "Cooperation and Convergence in European Defence" (avec Alice Pannier, <i>European Security</i> , 2014) et "Why EU Security Policy is no Strategy" (<i>Contemporary Security Policy</i> , 2013)
	Silvia Serrano , Maître de conférence à l'Université d'Auvergne, chercheur au Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasiens (CERCEC – INALCO), auteur notamment (Avec A. Merlin) de <i>Titre Ordres et Désordres au Caucase</i> , Détail, Editions de l'Université libre de Bruxelles, 2010.
	Marie-Elisabeth BAUDOIN , Maître de Conférences en Droit public à l'Université d'Auvergne (Centre Michel de L'Hospital). Auteur notamment de « L'ordre public en Russie », in Ch-A. Dubreuil, <i>L'ordre public</i> , Editions Cujas, 2013.
	Françoise Daucé , maître de conférence à l'Université Blaise Pascal, Chercheur au CHEC (Centre d'Histoire Espaces et Cultures) et au CERCEC (Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasiens) et membre de l'Institut Universitaire de France. Auteur notamment d' <i>Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie</i> , CNRS Editions, 2013.
	Elena Morenkova Perrier , chargée d'enseignement à l'Université Paris-2 Panthéon-Assas depuis 2010, notamment auteur de l'étude "Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe" (Laboratoire de l'IRSEM n° 22, 2014).
	Igor Delanoë , Research Associate au Center for European and International Studies de l'université Kadir Has (Istanbul), auteur notamment de « The Ukrainian Crisis and Security in the Black Sea », <i>Atlantic Voices</i> , vol.4/4, Avril 2014
	Inessa Baban , Docteur en géographie politique de l'Université Paris-Sorbonne, post-doctorante à l'IRSEM, auteur notamment de « The European Southern Energy Corridor : Back to the EU Gas Supplies Reconfiguration Process », Institut Thomas More, 2012.



1. L'UKRAINE DANS LA GRANDE STRATEGIE RUSSE

Olivier SCHMITT

Docteur en relations internationales au King's college, Londres

Situation actuelle

La grande stratégie russe, mise en œuvre par Vladimir Poutine, consiste fondamentalement à rendre à Moscou sa puissance et son influence sur les affaires internationales. **Vladimir Poutine considère les relations internationales comme un jeu à somme nulle**, où ce qui est gagné par un acteur l'est forcément au détriment d'un autre. Ainsi, ses buts sont de faire reculer l'influence occidentale en Europe de l'Est, afin de permettre à la Russie d'étendre ses propres zones d'influence. **Cette stratégie le conduit à s'entourer de « trous noirs économiques » (Ukraine, Biélorussie) et de conflits gelés** (Transnistrie, Abkhazie, et Ossétie du Sud), que Moscou pense plus faciles à influencer en fonction de ses intérêts.

La politique russe en Ukraine doit être comprise à l'aune de cette grande stratégie consistant à recréer une sphère d'influence. La manœuvre poutinienne se décompose ainsi toujours en **trois phases : identifier l'opportunité, changer le statu quo, forcer l'adversaire à reconnaître le nouveau statu quo**. Cette manœuvre a été à l'œuvre en Ukraine depuis le début de la crise. L'objectif étant de refaire de l'Ukraine un Etat-client, Poutine a profité des troubles initiés par la révolution ukrainienne pour envahir la Crimée et justifier le retour de celle-ci dans le giron russe. La difficulté n'était pas l'invasion elle-même (à laquelle la grande majorité de la population de Crimée était favorable) mais de faire accepter ce changement à ses adversaires : le gouvernement ukrainien et les Occidentaux. Pour ce faire, la Russie a augmenté les enjeux en téléguidant les populations russophones de l'Est de l'Ukraine et en massant des troupes à la frontière, faisant ainsi miroiter la possibilité d'une déstabilisation plus profonde de l'Ukraine voire d'une invasion. La réunion du jeudi 17 avril à Genève a été l'étape suivante : semblant entendre raison, la Russie est apparu comme souhaitant calmer les tensions. Les Etats occidentaux ont interprété ceci comme un geste dans la bonne direction et vont laisser expirer les sanctions minimalistes décidées contre les dirigeants russes, tandis que de son côté Kiev pouvait « déclarer la victoire » (le spectre de la guerre ayant été éloigné).

Le bilan est néanmoins très satisfaisant pour Vladimir Poutine, puisque l'annexion de la Crimée a été complètement oubliée et qu'il a démontré à Kiev sa capacité à faire monter la tension au besoin en manipulant les groupes russophones, un signal que les autorités ukrainiennes n'oublieront probablement pas, contraintes qu'elles le sont d'engager une réforme constitutionnelle favorisant l'autonomie des régions comme le souhaitait Moscou.



Evolutions possibles

Quatre scénarii sont possibles pour le développement de la crise : maintien du statu quo, déstabilisation jusqu'aux élections présidentielles du 25 mai, invasion limitée, invasion importante.

Le premier scénario est le **maintien de la trajectoire actuelle**, qui est déjà pleinement satisfaisante pour Vladimir Poutine. Dans cette hypothèse, l'Ukraine engage un processus de réformes constitutionnelles favorable à une plus grande autonomie des régions orientales, et le président élu le 25 mai se rapproche de Moscou, au vu de la faiblesse des offres et garanties européennes et américaines. L'objectif stratégique russe est donc rempli à faible coût.

Dans le deuxième scénario, le gouvernement ukrainien ne parvient pas à calmer les inquiétudes des russophones dans les régions orientales et les heurts continuent, ou alors le gouvernement ukrainien adopte une attitude résolument pro-occidentale qui conduit Moscou à relancer les tensions afin de peser sur le résultat des élections présidentielles ukrainiennes. Dans cette hypothèse, les débordements et les incidents émailleraient les prochaines semaines, la difficulté pour Moscou étant de calibrer son ingérence afin qu'elle n'apparaisse pas comme une violation de l'accord du 17 avril, tout en créant des troubles suffisants pour peser de manière significative sur la politique ukrainienne. Les fameux « hommes verts » et les groupes russophones ukrainiens, ayant fait la preuve de leur efficacité, seraient une fois de plus employés.

Dans le troisième scénario, **les heurts entre groupes russophones et le gouvernement ukrainien dégénèrent en affrontements meurtriers**, offrant ainsi à Vladimir Poutine une opportunité de dénoncer l'accord du 17 avril et d'intervenir militairement pour « protéger » les populations russophones. Dans ce cas, l'objectif pourrait être **d'annexer les oblasts ukrainiennes de Kherson, Zaporizhia et Donetsk**, ce qui permettrait de réaliser une continuité territoriale russe en désenclavant la Crimée (à ce jour seulement reliée au territoire russe par la mer). **Cette manœuvre aurait deux avantages**. En premier lieu, elle empêcherait l'accès ukrainien à la mer d'Azov, résolvant ainsi par la force le différent territorial russo-ukrainien concernant le détroit de Kertch et garantissant à Gazprom l'exploitation des ressources gazières et pétrolifères de cette mer (dont l'exploitation a été promise par l'Ukraine à des sociétés européennes). De plus, la Crimée est dépendante à 85% de l'Ukraine pour son approvisionnement alimentaire, et le transport nécessite environ deux jours du fait des nombreux points de contrôle mis en place par les autorités de Simferopol elles-mêmes. De ce fait, l'approvisionnement alimentaire de la Crimée est déjà sous tension, et la Russie peut difficilement mettre en place un pont aérien ou un trafic maritime en quantité suffisante. Une continuité territoriale terrestre permettrait de régler tous ces problèmes à la fois.

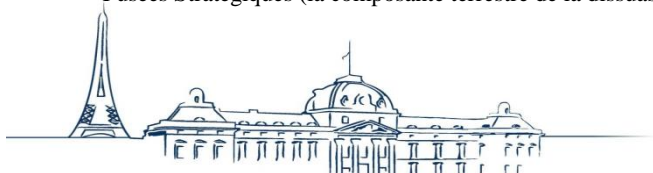


Le quatrième scénario est similaire au précédent (dérapage de la situation et explosion des violences servant de prétexte à une intervention russe), mais **ajoute aux trois oblasts mentionnés précédemment les oblasts de Dnipropetrovsk et de Kharkiv afin de s'assurer du contrôle d'une partie de l'industrie de défense ukrainienne**. En effet, la Russie acquiert auprès de l'Ukraine seulement 4,4% du montant total de ses imports d'armements. Mais certaines de ces importations ne sont pas remplaçables par d'autres fournisseurs. Ainsi, l'oblast de Dnipropetrovsk héberge l'entreprise Yuzhmash, qui est responsable de la fabrication et de l'entretien des missiles balistiques intercontinentaux (ICBMs) russes SS-18. Les SS-19 et les SS-25 russes¹ utilisent également un système de guidage fabriqué par l'entreprise Kartron Scientific, basée à Kharkiv. L'armée de l'air russe est également dépendante des approvisionnements ukrainiens. Les missiles air-air R-27 et R-73 (qui composent la vaste majorité de l'arsenal russe) sont fabriqués en Ukraine, et l'entreprise Motor-Sich basée dans l'oblast de Zaporizhia fabrique les moteurs de l'intégralité des hélicoptères de combat et de transport russes, ainsi que bien des systèmes auxiliaires utilisés par les appareils de l'armée de l'air ou de l'armée de terre. La Russie serait donc tentée de sécuriser son approvisionnement militaire si Vladimir Poutine se décidait à intervenir au profit des populations russophones.

Conclusion : l'opportunité est reine

Comme précédemment évoqué, la Russie sous Vladimir Poutine est une puissance révisionniste, qui souhaite modifier le statu quo actuel. Le président Poutine a montré en de multiples occasions qu'il ne souhaitait pas « créer » des opportunités, mais savait parfaitement exploiter celles qui se présentaient à lui. Ainsi, il peut tout à fait se contenter de la situation actuelle (qui va largement dans le sens de ses intérêts stratégiques), tout comme augmenter ses gains si l'occasion se présente. Tout l'enjeu des prochaines semaines pour le gouvernement ukrainien sera donc d'éviter l'escalade des violences tout en conduisant un processus électoral et constitutionnel qui garantisse une stabilité au pays, afin de ne pas offrir à Moscou d'autres opportunités. Annexion de la Crimée : quelles conséquences stratégiques ? quelles ripostes ?

¹ Les SS-18, SS-19 et SS-25 représentent environ 51% du total des armes nucléaires russes et plus de 80% de la Force des Fusées Stratégiques (la composante terrestre de la dissuasion nucléaire russe).



2. LA CRISE UKRAINIENNE : LES VISIONS REGIONALES

Silvia SERRANO

Maître de conférence à l'Université d'Auvergne, chercheur au Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasiens (CERCEC – INALCO)

Les perceptions comptent, et notamment celles que les autorités russes ont de la place de leur pays dans le monde, de son rapport à l'Occident, à son passé, à sa puissance perdue. Si les visions géopolitiques globales et l'imaginaire impérial russes ont à juste titre été présentés comme des facteurs explicatifs de la politique actuelle, les **perceptions régionales des événements ukrainiens** – tant en Russie que dans les autres Etats issus de l'URSS- ont été moins prises en compte. Pourtant, les attentes, les espoirs ou les craintes que ceux-ci ont suscités dans l'espace postsoviétique ont pesé sur les décisions de V. Poutine. Loin d'être exclusivement déterminées par les héritages du passé ou des éléments structurels (ressources naturelles, transit énergétique, etc.), ces perceptions –et les réactions qu'elles provoquent- sont forgées par la crise elle-même. Sans préjuger des évolutions à venir, il convient d'analyser ce que provoquent sa dynamique interne et les incertitudes qu'elle fait naître.

Les évolutions ukrainiennes ont été lues dans l'espace post-soviétique au premier chef à travers une question : allaient-elles y sanctionner l'affaiblissement de la Russie ou, au contraire, lui permettre d'y renforcer son emprise ? Les jeux des acteurs se reconfigurent en fonction de la probabilité qu'ils attribuent à l'un ou l'autre des scénarios. Au-delà de l'hétérogénéité des ressources et des positionnements des Etats de la région, l'éventualité d'un retrait de la Russie ouvrait des perspectives nouvelles, les contraignant à redéfinir leurs priorités stratégiques et leur identité dans l'espace global. C'est bien la conscience de cette dynamique qui est au cœur de la décision de V. Poutine : sa passivité aurait eu un prix considérable à l'échelle régionale, elle aurait acté l'incapacité de la Fédération de Russie à peser sur le sort de l'un des Etats dans lequel son influence reste forte et revêt une importance, y compris symbolique, de premier plan pour elle. Plus encore qu'une tentative de reconstituer l'empire, de réaffirmer sa puissance ou sa capacité à peser sur la scène internationale, la réponse rapide, brutale et inattendue de Moscou au renversement du gouvernement de V. Ianoukovitch –annexion de la Crimée et déstabilisation de l'est de l'Ukraine- a été une tentative d'enrayer l'affaiblissement de ses positions dans ce qui lui apparaît comme devant être sa zone d'influence « naturelle ».

Quels sont les contours de cette configuration nouvelle créée par la crise ?

Même s'il a pu s'exprimer dans un vocabulaire géopolitique (Occident *versus* Russie), le premier enjeu a été politique. Durant la mobilisation ukrainienne de novembre 2013 à février 2014, comme en témoignent l'effervescence des réseaux sociaux et quelques



manifestations de soutien aux protestataires ukrainiens organisées par exemple en Géorgie ou en Russie même, les sociétés de l'ex-URSS ont eu les yeux rivés sur Euro-Maidan, y voyant le **test de la capacité d'un mouvement civique à abattre un régime corrompu et anti-démocratique**. Ni la classe politique ukrainienne installée dans le système, ni les soutiens étrangers qui avaient joué un rôle clef dans les révolutions de couleur de 2003 et 2004, n'ont été au cœur de la mobilisation à Kiev. De l'Arménie au Tadjikistan, de la Biélorussie au Kazakhstan, **le renversement de V. Ianoukovitch bien été vu comme une révolution populaire, souvent mise en parallèle avec les révolutions arabes** –le Parti de la renaissance islamique tadjik a ainsi comparé sa chute à celle de Kadhafi –, suscitant l'espoir des

mouvements d'opposition, ainsi qu'une répression accrue de la part de régimes autoritaires en Russie même, ou en Azerbaïdjan par exemple, et un recours inégalé depuis des années à la propagande d'Etat.

La crise ukrainienne précipite ensuite les recompositions géopolitiques. Les Etats les plus directement affectés sont ceux du **Partenariat oriental**. Deux mois avant le sommet de Vilnius, l'Arménie, le pays le plus vulnérable aux pressions russes, avait été contrainte de renoncer à l'Accord d'association ; la Moldavie et la Géorgie – deux pays dans lesquels des entités séparatistes échappent au contrôle du pouvoir central- souhaitent signer au plus vite ces accords, avant l'été 2014, espérant réduire l'incertitude liée à une période transitoire qui favorise les pressions russes. Dans le sillage de l'annexion de la Crimée, les députés de Transnistrie ont en effet demandé au Parlement russe, à l'ONU et à l'OSCE d'en reconnaître l'indépendance, tandis que la région autonome de Gagaouzie (Moldavie) organisait en février un référendum par lequel plus de 90 % des votants se prononçaient en faveur de l'entrée dans l'Union douanière promue par Moscou. La reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud au lendemain de la guerre d'août 2008 limite paradoxalement les moyens de pression russes sur la Géorgie. Toutefois, ceux-ci existent, tels que le soutien aux groupuscules d'opposition pro-russes, la menace d'un nouvel embargo sur les eaux et les vins géorgiens, ou des provocations militaires aux limites administratives. Au lendemain de la résolution du Parlement géorgien condamnant l'annexion de la Crimée, des vols de reconnaissance d'hélicoptères russes au-dessus du territoire géorgien ont ranimé de bien mauvais souvenirs.

Ces inquiétudes, confortant la perception de l'OTAN comme seul garant de la sécurité, par exemple dans les Etats baltes où vivent de fortes populations russes, **valident a posteriori les orientations euro-atlantiques et amènent les candidats à s'engager plus rapidement et plus fermement dans cette voie**, en dépit des risques d'une détérioration des relations avec Moscou. La Géorgie, qui avait des contingents importants en Afghanistan –le plus gros parmi les pays non membres de l'Alliance-, et en Irak- où elle était le troisième contributeur-, s'appête à envoyer des troupes en Centrafrique dans les forces européennes. Alors même qu'une adhésion à l'OTAN est hautement improbable, d'autant que le Membership Action Plan, sauf revirement surprise, ne lui sera pas accordé au sommet de septembre au pays de



Galles, la poursuite des négociations en ce sens est cruciale car les autorités géorgiennes sont persuadées que c'est un des seuls leviers de négociation qui lui reste face à Moscou.

Quelles que soient les positions que la Russie peut finir par regagner au bénéfice de la crise, son image s'est déjà altérée y compris auprès de ses plus fidèles soutiens, qu'elle alarme en faisant la démonstration que son principal levier est sa capacité de déstabilisation. Il a été largement souligné que la protection des minorités russophones pourrait servir de prétexte à une intervention dans la plupart des Etats voisins. L'inquiétude reste forte au sein de certains pays tel le Kazakhstan : même si le président Nazarbayev s'est officiellement aligné sur la position russe en condamnant fermement le « coup d'Etat » à Kiev, l'intervention en Ukraine confère une crédibilité nouvelle aux menaces verbales de quelques hommes politiques russes spécialisés dans les provocations nationalistes.

La versatilité de registres argumentaires purement conjoncturels constitue une autre source d'incertitude et fragilise les alliances : la lutte contre le séparatisme avait motivé les guerres en Tchétchénie, la remise en cause du dogme de l'intégrité territoriale depuis la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en août 2008, confirmée par l'annexion pure et simple de la Crimée, lui aliène le soutien de ses partenaires, par exemple au sein de l'organisation de Shanghai. Il n'est pas jusqu'au président biélorusse Loukachenko qui n'ait condamné publiquement le projet de fédéralisation de l'Ukraine. **Alors que la Russie apparaît comme un pourvoyeur d'insécurité, la méfiance qu'elle suscite hypothèque l'avenir de l'Union douanière.**

La dépendance envers Moscou apparaît ainsi comme porteuse de risques. D'une part, la Russie est elle-même perçue comme un élément déstabilisateur et une menace potentielle. Des pays comme le Kazakhstan, dans une moindre mesure le Turkménistan ou l'Azerbaïdjan, sont inquiets de voir celle-ci renforcer sa capacité à mener une politique néo-impériale à leur égard. En second lieu, l'isolement sur la scène internationale vers lequel ses actions peuvent l'entraîner aurait des implications négatives pour ses voisins. D'ores et déjà, les Etats du bassin caspien réfléchissent aux moyens de réduire leur dépendance envers la Russie pour l'exportation de leurs matières premières vers les marchés mondiaux en promouvant d'autres voies de transit, notamment énergétique. Le « Southern Corridor », et les projets d'acheminement vers l'Europe des hydrocarbures kazakhs et turkmènes par le Sud s'en trouvent ainsi relancés.



3. LA CRISE UKRAINIENNE, OU COMMENT LES DISCOURS « FONT » LA GUERRE

Marie-Elisabeth BAUDOIN

Maître de Conférences en Droit public à l'Université d'Auvergne (Centre Michel de L'Hospital).

Que révèle la crise ukrainienne ? Que l'on est passé, en quelques mois, de crispations politiques internes à l'Ukraine à une résurgence de la guerre froide en réalité larvée depuis plusieurs années. L'Ukraine – au passé tumultueux et chaotique mais toujours pacifique – est devenue le théâtre de violences sanglantes, un territoire sans gouvernement légitime et un territoire désormais amputé de la Crimée et scindé en deux parties. Afin d'envisager les scénarios d'évolution possibles et les solutions qui pourraient être apportées à la crise, il convient tout d'abord de revenir sur les facteurs qui l'entretiennent.

Les effets performatifs des discours

Depuis ses débuts en novembre 2013, la crise ukrainienne n'a pas faibli en intensité. Bien au contraire, elle est allée *crescendo*, au point de conduire certains médias ukrainiens à révéler aujourd'hui que les bureaux du *SBU* (Service de Sécurité de l'Ukraine) à Kiev seraient occupés par des agents de la *CIA*, des médias anglais à révéler que des mercenaires de la société militaire privée américaine *Academi* (anciennement *Blackwater*) seraient présents sur le terrain, tandis que, côté russe, les *Spetsnaz* – forces spéciales d'élite du *GRU* (Direction générale des renseignements de l'Etat-major des forces armées russes) – auraient été dépêchées en Ukraine sur ordre du Kremlin.

Une telle escalade est, en partie, le fruit des discours aux effets performatifs néfastes pour tous les protagonistes. La théorie des actes de langage est en effet ici fort utile pour comprendre cette montée en puissance de la crise. Ainsi que l'a fort bien décrit John Langshaw Austin dans son ouvrage *How to do Things with Words*², parler, c'est aussi agir. Ainsi, le discours en politique équivaut à une action. Dans le cas ukrainien, la crise a été très largement nourrie par les différents discours, discours qui très souvent empruntent à l'argumentation juridique. Les uns s'abritent derrière le droit international public, les autres derrière le droit constitutionnel. Citons seulement le Président américain dénonçant la violation du droit international par la Russie³, tandis que le Président Poutine dénonçait pour sa part un coup d'Etat anti-constitutionnel⁴ en Ukraine. Le problème réside dans le fait que quel que soit le locuteur, **le droit ne souffre pas les doubles discours**. Si Vladimir Poutine ne peut s'abriter derrière le paravent du respect de la Constitution, en retour, il ne peut

² Quand dire c'est faire, Éditions du Seuil, Paris, 1970 (Traduction par Gilles Lane de *How to do things with Words: The William James Lectures delivered at Harvard University in 1955*, Ed. Urmson, Oxford, 1962).

³ Cf son discours du 17 mars 2014 : « The referendum in Crimea was a clear violation of Ukrainian constitutions and international Law. »

⁴ Entretien avec les journalistes du 4 mars 2014.



accepter de se voir imposer de la part des Etats-Unis un discours moralisateur sur le respect du droit international.

De la même manière, si l'on peut légitimement considérer qu'il y a ingérence de la Russie dans les affaires ukrainiennes, faut-il pour autant que l'Occident réponde par une autre forme d'ingérence ? Quelle légitimité peut avoir l'action diplomatique menée par les Etats-Unis et l'Union Européenne – ayant conduit à l'accord de Genève du 17 avril 2014 –, lorsque l'on apprend que quelques jours plus tôt, le Directeur de la CIA John Brennan s'est rendu pour une visite secrète à Kiev et qu'après son départ, une opération « anti-terroriste » a été lancée dans l'Est de l'Ukraine ? L'on comprend alors mieux les termes de la joute rhétorique qui ressurgit aussi bien du côté américain⁵ que du côté russe⁶ à propos de la non-application de l'accord de Genève et... l'échec quasi-inexorable de la sortie de crise.

L'impasse de la « guerre par procuration »

Dans un tel contexte de guerre froide renaissante, **plusieurs scénarios** peuvent être envisagés. Tout d'abord, **le maintien du rapport de force actuel conduit à l'impasse**. Dans le pire des cas de figure – celui du recours aux sociétés militaires privées et aux mercenaires comme en Géorgie en 2008 – le conflit ne peut que s'enliser et s'ancrer dans la durée, Vladimir Poutine ayant montré par le passé qu'il ne reculait pas.

Le recours à des sanctions économiques accrues contre la Russie, scénario brandi par l'Union Européenne et la communauté internationale, ne permettra pas non plus une sortie de crise, du fait de l'interdépendance des économies européennes et russes.

Un autre scénario envisageable – peut-être le plus utopique tout en étant paradoxalement le plus réaliste pour la sécurité de l'Europe – consisterait en **la fin des doubles discours** et la mise en œuvre d'un processus de négociation qui ne verrait – à l'instar des Tables rondes en Europe centrale dans les années 1990 – que la seule participation des acteurs concernés : les Ukrainiens.

La nécessaire réponse « interne » à la reconstruction de l'Etat ukrainien

Si l'escalade de la crise ukrainienne est le fruit des discours, la crise a, quant à elle, **des racines plus profondes** aussi bien internes qu'externes qui impliquent une double réponse.

Tout d'abord, **au plan interne, l'Ukraine a été ébranlée dans son caractère étatique**, aussi bien au niveau de son territoire que de son gouvernement dont la légitimité reste auto-

⁵ Ainsi, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, a déclaré le 25 avril 2014 : « The world knows that peaceful protesters don't come armed with grenade launchers and automatic weapons, the latest issue from the Russian arsenal, hiding the insignias on their brand new matching military uniforms and speaking in dialects that every local knows come from thousands of miles away. »

⁶ De son côté Sergeï Riabko, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Russie, a répliqué, le 29 avril 2014, au journal Gazeta.ru : « La question est que les autorités à Kiev et leurs sponsors, j'oserais même dire les marionnettistes siégeant à Washington et dans plusieurs capitales européennes, doivent suivre intégralement cette déclaration et la mettre en œuvre. Ils nous accusent de négligences en la matière, tandis qu'eux-mêmes n'ont fourni aucune preuve convaincante du respect de l'accord de Genève ».



proclamée⁷. Avant tout, la reconstruction de l'Etat ukrainien passe par le biais d'élections libres et la rédaction « libre » d'une Constitution. La théorie du droit constitutionnel nous apprend que la Constitution est la norme juridique suprême, symbole de la souveraineté. L'exercice du pouvoir constituant appartient en effet au peuple souverain. **Les expériences de processus transitionnels montrent que certaines logiques temporelles sont à respecter** : en premier lieu, doivent se tenir des élections qui vont permettre la mise en place d'institutions transitoires légitimes, lesquelles vont pouvoir décider de la mise en place d'une assemblée constituante. L'Ukraine a déjà connu un tel processus entre 1991 et 1996, marqué par la négociation ayant débouché sur un accord constitutionnel en 1995. Outre la nature du régime politique (parlementaire ou présidentiel), la question principale qui se pose à elle est celle de sa forme : doit-elle se transformer en un Etat fédéral ou pas ? Là encore, la décision ne saurait appartenir qu'au peuple ukrainien, mais la réussite du projet constituant ou du contrat social réside dans sa capacité à prendre en compte un état de fait, à savoir la particularité de sa région Est où réside une population russophone majoritaire. Depuis plus de vingt ans, l'Est et l'Ouest vivaient sans heurts, pourquoi un compromis politique ne pourrait-il pas être trouvé quant à un *modus vivendi* apaisé ?

Il faut, enfin, ajouter **l'exigence nécessaire d'une absence d'ingrédient externe**. Les causes externes de la crise ukrainienne résident précisément dans les ingérences de l'Union Européenne, de la Russie et des Etats-Unis. Une des conditions de la réussite du processus de reconstruction de l'Etat ukrainien est qu'il échappe à toute pression externe et qu'il ne soit pas imposé de l'extérieur. Là encore, des exemples récents ont montré les limites de l'internationalisation des Constitutions, à l'image de la Constitution du Kosovo, de la Bosnie-Herzégovine ou encore, dans une certaine mesure, de l'Irak. La sortie de crise en Ukraine implique que le peuple ukrainien ne soit plus pris en otage dans un jeu de puissance, dangereux non seulement pour la stabilité régionale, mais aussi pour l'équilibre international. Quant à la reconstruction d'une cohésion sociale, même si cette dernière peut s'avérer complexe au vu de la gravité des tensions et de l'instrumentalisation des discours, elle reste un pari réalisable notamment par des mécanismes « juridiques » de réconciliation (lois sur la langue, sur les droits des minorités...) et par conséquent le seul pari souhaitable.

⁷ Si le gouvernement d'Arseni Iatseniouk a été reconnu par la France, les Etats-Unis et la communauté internationale, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas issu des urnes...



4. L'INTERNET RUSSE AU PERIL DE LA CRISE UKRAINIENNE

Françoise DAUCÉ

Maître de conférence à l'Université Blaise Pascal,
Chercheur au CHEC (Centre d'Histoire Espaces et Cultures) et au CERCEC (Centre d'Etude des Mondes Russe, Européen et Caucasien) et membre de l'Institut Universitaire de France

Le pluralisme de l'information en ligne menacé

Si, depuis le début des années 2000, les médias russes les plus importants (notamment la télévision) sont fortement contrôlés par le pouvoir, le développement d'Internet a laissé entrevoir un développement du pluralisme médiatique dans le pays. Jusqu'à la crise ukrainienne de 2014, Internet n'a pas fait l'objet d'une politique systématique de filtrage comme en Chine, en Syrie ou en Iran. De nombreux sites d'information en ligne se sont ainsi développés (lenta.ru, gazeta.ru ou la télévision en ligne tvrain.ru), proposant un traitement éditorial indépendant de l'actualité nationale et internationale. Ces médias ont prospéré parallèlement aux réseaux sociaux qui ont rencontré en Russie la même fortune que dans les pays occidentaux. Les sites Facebook et V Kontakte (son équivalent russe) ont connu un succès fulgurant comme les blogs en ligne du Live journal. Ces divers supports en ligne ont contribué à la couverture des élections contestées en Russie de l'hiver 2011/2012, participant à la diffusion des revendications des protestataires. Ils ont aussi tenté de proposer une couverture alternative des événements en Ukraine, critiquant l'annexion de la Crimée par le gouvernement russe ou son rôle en Ukraine orientale. Cette **relative liberté d'Internet pourrait aujourd'hui succomber à la crise ukrainienne.**

Les pressions contre les journalistes et bloggers indépendants

Avant même la crise, en 2012 et 2013, les sites d'information indépendants en ligne et les réseaux sociaux ont fait l'objet de contrôles politiques ponctuels, pouvant aboutir dans certains cas à la démission de journalistes trop critiques. **Depuis le début de la crise politique en Ukraine, ces contrôles ont pris un caractère beaucoup plus systématique et massif.** Les sites d'information en ligne font l'objet d'une reprise en main manifeste. Plusieurs journalistes ont dû démissionner suite à des pressions du pouvoir (c'est par exemple le cas de la rédactrice en chef du site lenta.ru, Galina Timchenko, licenciée en mars 2014 après la publication d'un entretien avec un militant du groupe ukrainien Pravy Sektor (tombant sous le coup de la loi russe contre l'extrémisme). La télévision en ligne indépendante Dozhd (tvrain.ru) se débat avec ses diffuseurs qui refusent désormais son accès au câble, pour avoir publié un sondage considéré comme blasphématoire sur la pertinence du blocus de Leningrad pendant la grande guerre patriotique en janvier 2014. Les



sites d'information critique grani.ru, ej.ru et kasparov.ru ont été bloqués sur décision de la procureure en mars 2014. Ces difficultés touchent aussi les réseaux sociaux. Le créateur du site V Kontakte, Pavel Dourov, a ainsi démissionné de ses fonctions en avril 2014 après avoir subi des pressions pour donner aux services de sécurité russes les coordonnées d'un groupe pro-Maïdan présent sur son réseau. Il a préféré partir à l'étranger. Les exemples de pression sont multiples et divers, touchant aussi l'opposant Aleksei Navalny, assigné à résidence et officiellement privé de l'accès à son blog qui a fait sa popularité.

Vers un filtrage systématique de l'Internet russe ?

Ces pressions ciblées pourraient désormais prendre un caractère institutionnalisé. Le Parlement russe vient d'adopter une loi obligeant les blogs fréquentés par plus de 3.000 internautes par jour à s'enregistrer comme « média » auprès du ministère des communications, ce qui impliquerait leur soumission à l'ensemble des contraintes de la législation sur les moyens d'information. Un groupe de travail de l'administration présidentielle russe préparerait actuellement un projet de renforcement des contrôles sur les fournisseurs d'accès Internet, prévoyant leur réorganisation complète en trois niveaux de transmission des données : local, régional et fédéral. Les réseaux locaux et régionaux seraient coupés de l'accès aux réseaux internationaux. A ces trois niveaux, un filtrage des contenus serait organisé. Le projet envisagerait aussi l'interdiction de localiser les serveurs DNS .ru et .рф hors des frontières de la Russie, ce qui supposerait la création en Russie même, qui n'en dispose pas pour l'instant, d'un serveur DNS. Le caractère techniquement complexe de ces projets ne facilite pas les débats sur ces questions mais, parmi les experts, ces perspectives laissent présager un filtrage total par le pouvoir de l'Internet russe.

Guerre des mots, guerre des médias

Ces pressions diverses et multiples sur les sites Internet et les médias indépendants visent à **faciliter la communication offensive du gouvernement russe**. Le ton des journaux reprend désormais majoritairement la rhétorique officielle, faisant du gouvernement de Kiev un pouvoir de « fascistes » et de « banderistes » combattant de pacifiques « compatriotes » russes partisans du « fédéralisme » dans l'Est de l'Ukraine. Le gouvernement kiévien, soutenu par les gouvernants européens et américains, est considéré comme l'agresseur des populations civiles russophones. La réduction du pluralisme médiatique rend difficile, pour la majorité de la population, l'accès à une parole alternative sur le conflit ukrainien. Seuls les internautes les plus avisés bénéficient encore des reportages indépendants de journalistes autonomes (qui postent sur Facebook leurs observations de terrain), consultent les sites anglophones comme celui de la BBC ou contournent le blocage des sites d'information en utilisant directement les adresses IP concernées. Dans ce contexte médiatique difficile, les journalistes russes indépendants sont en péril. Certains ont déjà préféré quitter le pays pour s'installer à l'étranger, d'autres réfléchissent à la possibilité de créer des médias russes à



l'étranger pour échapper aux contrôles du pouvoir. Tous sont à la recherche de soutiens, notamment techniques, pour contourner la censure en ligne. Il est de la responsabilité de leurs partenaires étrangers de les aider pour garantir en Russie même le pluralisme de l'information autour de la crise ukrainienne, et de la vie politique russe en général.

5. LA CRISE UKRAINIENNE VUE DE LA RUSSIE

Elena Morenkova Perrier

chargée d'enseignement à l'Université Paris-2 Panthéon-Assas depuis 2010

Selon les sondages du centre Levada, 85% des Russes éprouvent « de l'enthousiasme », « de la fierté pour le pays » et « de la joie » concernant l'annexion de la Crimée par la Russie⁸. Le pouvoir en place en est incontestablement le premier bénéficiaire : en avril 2014, la cote de popularité de Vladimir Poutine s'élève à 80%, ce qui représente une hausse de plus de 20 points par rapport à décembre 2013 ; l'approbation des politiques publiques et la confiance envers les institutions centrales et locales sont également en hausse depuis mars 2014⁹. **La légitimité du régime, en baisse progressive depuis 2010, est incontestablement renforcée par la crise ukrainienne.**

La **hausse du sentiment antioccidental** constitue une autre facette de la montée du sentiment national-patriotique suite à l'annexion de la Crimée : l'Occident et les « forces pro-occidentales » sont en effet vus par la majorité des Russes comme les seuls responsables de la dégradation de la situation en Ukraine. Il n'est pas inutile de rappeler que la même effervescence patriotique et le même sentiment antioccidental ont été constatés en août 2008, suite à la « Guerre de cinq jours » entre la Russie et la Géorgie ; la cote de popularité de Vladimir Poutine frôlait alors 88%. **Comment expliquer cette euphorie patriotique et quelles peuvent en être les conséquences** aux niveaux national et international ?

L'évolution conservatrice de la société russe

Cette réaction de la société russe devient lisible si l'on prend en compte son évolution idéologique depuis le début des années 2000. Relayée par les médias contrôlés par l'Etat, appuyée par l'Eglise orthodoxe russe, partagée aussi bien par les élites que par une grande partie de la société, cette évolution est à l'origine de la nouvelle doxa qui sous-tend le fonctionnement idéologique du régime et sa politique étrangère. **Trois idées-force** se trouvent à sa base : la première présente **la Russie comme le nouveau centre des valeurs traditionnelles, opposées aux valeurs occidentales postmodernistes** ; la deuxième oppose

⁸ GOUDKOV Lev, « V kakoi strane my jivem » / « Dans quel pays vivons-nous », *Intervention dans le Centre international Mémorial*, 7 avril 2014, http://www.levada.ru/sites/default/files/v_kakoy_strane_my_zhivem_0.pdf

⁹ Sondage du centre Levada de 21-24 mars 2014, <http://www.levada.ru/26-03-2014/martovskie-reitingi-odobreniya-i-doveriya>



la période d'« humiliation » eltsinienne à **la reconquête de la puissance** internationale par la Russie de Vladimir Poutine ; la troisième réinterprète **la chute de l'URSS**, la présentant non comme la libération du joug communiste mais comme un échec géopolitique. Il va de soi que ces trois idées-force entraînent une nouvelle perception du rôle de la Russie dans l'équilibre géopolitique européen.

L'interprétation des actions de la Russie en Ukraine, conformément à la notion de guerre juste, constitue une illustration par excellence de l'évolution idéologique de la société russe : parmi les raisons qui ont pu motiver l'intervention de la Russie en Ukraine, 62% des Russes citent « *la volonté de protéger la vie et le bien-être des Russophones des nationalistes ukrainiens radicaux* », 39% prêtent à la Russie la volonté de « *restaurer l'ordre étatique et la vie normale en Ukraine, et prévenir le risque de propagation de l'anarchie* », 32% évoquent « *la restauration de la justice historique par le retour des territoires russes perdus après la chute de l'URSS* »¹⁰. Pour 80% des Russes, l'annexion de la Crimée témoigne du « *retour de la Russie à son rôle traditionnel de grande puissance* » ; **l'annexion est vécue comme le retour au statu quo ante.**

La rhétorique antioccidentale sert des objectifs de politique intérieure plus qu'elle ne signifie une intention de rompre avec l'Occident

La remise en cause des principes issus des accords d'Helsinki de 1975 (le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, le non-recours à la force, l'inviolabilité des frontières, etc.) par la Russie en mars – avril 2014 **ne signifie pas pour autant qu'elle a la volonté de s'isoler de l'Occident.** Vladimir Poutine le confirme lors de son entretien annuel télévisé « Ligne directe avec Vladimir Poutine » le 17 avril 2014 : « *Le rideau de fer est une invention soviétique : nous n'allons pas nous isoler à nouveau (...). Nous ne sommes pas dans une compétition sportive avec les Etats-Unis, ils sont notre partenaire dans les domaines de la sécurité, dans la lutte contre le terrorisme, dans l'évolution du système économique international* ». Il a réaffirmé par ailleurs sa vision de la Russie comme partie intégrante de la grande Europe « *de Lisbonne à Vladivostok* ». **Pour les réalistes du Kremlin, la confrontation directe avec l'Occident ne peut être que suicidaire pour la Russie**, tout comme elle l'était pour l'Union Soviétique, même si le chef de la diplomatie russe Serguei Lavrov ironise sur l'Occident qui « *se représente [la] communauté [internationale] exclusivement comme lui-même* »¹¹.

La remise en cause du modèle géopolitique actuel par la Russie

Cette dynamique laisse présager que la Russie est susceptible de rejouer à l'avenir le scénario ukrainien dans son étranger proche, zone traditionnelle de ses intérêts, en

¹⁰ Sondage du centre Levada du 21-24 mars 2014, <http://www.levada.ru/26-03-2014/proiskhodyashchee-v-ukraine-krymu-i-reaktsiya-rossii>

¹¹ Entretien de Serguei Lavrov à la chaîne télévisée « Russie 1 » le 11 avril 2014, http://www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/sps/A81D87B44C005D7E44257CB70062BEA0



recourant à la guerre subversive, au soutien armé et financier aux groupes séparatistes pro-russes ainsi qu'à l'exploitation des fractures sociales, économiques et linguistiques, selon le principe « *les allumettes sont russes, mais la poudre est locale* ». Ce développement est d'autant plus probable que l'efficacité des sanctions de l'Occident reste limitée, non seulement à cause de la profonde interdépendance économique à l'échelle globale, mais surtout parce que la majorité des Russes se disent prêts à supporter des privations pour retrouver un statut de superpuissance mondiale¹², l'un des rares objectifs qui semble capable de souder la société russe, qui reste divisée ; par ailleurs, les trois quarts des Russes se disent prêts à soutenir les autorités en cas de conflit militaire ouvert avec l'Ukraine¹³. Si les dirigeants russes semblent décidés à remettre en cause l'équilibre de la puissance à l'échelle mondiale, c'est parce qu'ils peuvent compter sur le soutien de la population russe, qui acclame le retour de la Grande Russie. Ainsi le comportement russe dans la crise ukrainienne n'est pas une réaction occasionnelle provoquée par la conjoncture politique mais une énième manifestation de la maturation graduelle d'une politique étrangère musclée, mise en œuvre par les élites avec le soutien de la population.

6. LES ENJEUX ENERGETIQUES DE LA CRISE UKRAINIENNE

Igor Delanoë

Research Associate au Center for European and International Studies de l'université Kadir Has (Istanbul)

Ukrainiens, Russes, Européens et Américains doivent aujourd'hui relever **un triple défi** : **résoudre la crise diplomatique** internationale entre la Russie et la communauté euro-atlantique, **trouver une solution à la crise politique** qui compromet l'unité de l'Ukraine, et **renflouer, si ce n'est réformer, l'économie ukrainienne** qui est au bord de l'implosion. La question énergétique, qui relève de ces trois enjeux, pourrait contribuer au dénouement de la crise si les protagonistes acceptent de transcender le jeu à somme nulle qui domine de part et d'autre l'approche de la question ukrainienne. Deux éléments sont aujourd'hui en jeu : d'une part, la sécurité des approvisionnements en gaz de l'Ukraine, et donc la sécurité énergétique européenne, et d'autre part, le sauvetage économique de Kiev qui passe inévitablement par la résolution de la question énergétique.

¹² Sondage de Levada 21-24 mars 2014, <http://www.levada.ru/31-03-2014/sanktsii-po-otnosheniyu-k-rossii>

¹³ Sondage de Levada 21-24 mars 2014, <http://www.levada.ru/30-03-2014/bolshinstvo-rossiyan-podderzhat-vlasti-v-sluchae-voiny-s-ukrainoi>



La Russie : un acteur incontournable de la scène énergétique ukrainienne et européenne

Il convient tout d'abord de rappeler que **Moscou demeure un partenaire incontournable des pays européens et de l'Ukraine pour leurs approvisionnements énergétiques**. La Russie détient près de 18% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, fournit 20% de la production mondiale de gaz et 14% des exportations mondiales de pétrole. En 2013, le gaz naturel russe a représenté près de 30% de la consommation des pays de l'Union européenne (UE), plus la Turquie, la Suisse, la Norvège et les Etats non européens des Balkans. Au mois de mars 2014, l'agence américaine pour l'information énergétique (EIA) a estimé qu'environ 16% du gaz naturel russe consommé en Europe en 2013 a transité par l'Ukraine. Dès lors, vouloir s'affranchir de la Russie pour l'approvisionnement en gaz de l'UE relève du mythe : il convient en revanche de travailler sur des options de diversifications des approvisionnements. A ce titre, le gaz naturel liquéfié (GNL) américain et les réserves gazières de Méditerranée orientale offrent des perspectives intéressantes même s'ils ne pourront jamais remplacer le gaz russe. La Russie a par ailleurs fourni près de 60% du gaz naturel consommé en Ukraine où la demande domestique s'est élevée en 2011 à 65 milliards de mètres cubes (Mmc). Aux termes de l'accord signé en 2009 par le premier ministre russe Vladimir Poutine et son homologue ukrainienne Ioulia Timochenko, Kiev s'est engagé jusqu'en 2019 à acheter annuellement 52 Mmc de gaz à la Russie, avec un plancher d'achat ultérieurement fixé à 27 Mmc. Cet accord est assorti de la clause « take it or pay for it anyway » selon laquelle l'Ukraine paye pour un volume, qu'elle le consomme ou non. La dénonciation au début du mois d'avril 2014 des accords bilatéraux russo-ukrainiens de 1997 et 2010 par la partie russe a entraîné l'annulation du rabais dont bénéficiait l'Ukraine en vertu de l'accord de Kharkov de 2010 (\$100 de rabais par 1 000 mètres cubes de gaz), et a entraîné une hausse des tarifs du gaz russe de l'ordre de 44%. Kiev paye depuis le début du second trimestre 2014 \$485,50 pour 1 000 mètres cubes de gaz, ce qui correspond à une facture de \$13 milliards pour le plancher d'achat de 27 Mmc fixé par les accords russo-ukrainiens. Devant l'incapacité de l'Ukraine à régler sa dette de \$1,7 milliard à l'égard de Gazprom, et anticipant l'insolvabilité de Kiev, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie comptait mettre en place un système de prépaiement pour les livraisons de gaz à l'Ukraine à compter du 7 mai 2014, à moins que la dette ne soit réglée. La mise en œuvre de ce système serait une évolution négative de la crise dans la mesure où elle conduirait l'Ukraine à consommer ses stocks stratégiques de gaz qui ne représentent que l'équivalent de 4 mois de consommation domestique, avant de ponctionner les flux gaziers à destination de l'Europe, ce qui compromettrait encore plus la sécurité énergétique de l'UE.

La question énergétique fait partie du plan de renflouement économique de l'Ukraine



Le FMI et le gouvernement intérimaire ont mis au point un plan d'assistance à l'Ukraine de \$17 milliards qui suppose des réformes économiques structurelles importantes. En ce qui concerne le domaine énergétique, les consommateurs vont voir la note du gaz s'envoler de 50% dès cette année, puis augmenter régulièrement jusqu'en 2018. Jusqu'à présent, le gouvernement ukrainien ne souhaitait pas répercuter les fluctuations du prix du gaz sur les consommateurs qui ne payaient que 20% de la note gazière globale. L'opérateur gazier ukrainien Naftogaz était alors largement déficitaire : le manque à gagner sera encore de \$8 milliards cette année, malgré les réformes à venir. Or, l'aide économique du FMI ne peut servir à payer la facture gazière qui restera de toute manière trop élevée pour Kiev compte tenu des termes de l'accord de 2009. D'autre part, les autorités ukrainiennes souffrant déjà un fort déficit de légitimité aux yeux d'une partie de la population ukrainienne, surtout dans la partie orientale du pays, il est fort probable que la hausse de la facture du gaz n'accroisse encore les tensions domestiques. Dans ces conditions, **l'implication de la Russie au sein du processus devant conduire au renflouement économique de l'Ukraine paraît indispensable** d'autant plus que l'accord énergétique russo-ukrainien reste en vigueur jusqu'en 2019. Le 17 décembre dernier, Viktor Ianoukovitch et Vladimir Poutine ont signé un accord aux termes duquel la Russie était prête à financer la dette ukrainienne à hauteur de \$15 milliards. Cet accord prévoyait notamment un tarif avantageux fixé à \$268,50 pour 1 000 mètres cube sur les importations ukrainiennes de gaz en contrepartie de l'aide économique russe, ainsi qu'une série de mesures visant à intensifier la coopération bilatérale dans le domaine industriel. Bien que la situation politique du pays ait évolué et que cet accord soit imparfait, il pourrait néanmoins servir de point de départ pour des discussions entre Russes, Ukrainiens et Européens. Vladimir Poutine avait d'ailleurs accepté en décembre 2013 le principe de discussions tripartites (Russie, UE et Ukraine) sur le règlement de la crise ukrainienne.

7- LA CRISE UKRAINIENNE ET SES IMPLICATIONS POUR LA SECURITE ENERGETIQUE DE L'UNION EUROPEENNE – L'ENJEU SOUTH STREAM

Inessa Baban,

Docteur en géographie politique de l'Université Paris-Sorbonne, post-doctorante à l'IRSEM

La crise politique en Ukraine montre à quel point **l'Union européenne et la Russie sont interdépendantes en matière d'énergie**. 70% des exportations russes de gaz et 50% du pétrole sont destinés aux marchés européens. Le gaz et le pétrole de provenance russe représentent plus d'un quart de la consommation des 28 pays de l'UE. Les pays européens ont donc besoin des hydrocarbures russes pour faire tourner leurs économies tout comme la Russie a besoin des recettes pétro-gazières pour alimenter son budget. Les hydrocarbures représentent plus de 70% des exportations totales russes et les revenus pétro-gaziers



comptent pour la moitié du budget fédéral de la Russie.

La situation actuelle en Ukraine risque de mettre en difficulté le partenariat énergétique entre la Russie et l'UE en raison de leurs divergences. Moscou tente d'imposer l'idée d'une Ukraine fédérale où les régions pourraient disposer de pouvoirs élargis, y compris le droit de décider en matière de politique étrangère de l'Etat ukrainien. Bruxelles milite pour la préservation de l'Ukraine comme Etat unitaire. Les Européens comptent sur l'actuel régime pro-européen de Kiev pour diluer l'influence russe dans son « voisinage oriental. » La Russie mise sur les régions russophones et russophiles d'Ukraine pour empêcher son intégration européenne, voire nord-atlantique, et préserver son influence dans son « étranger proche.» Alors que Bruxelles agite le spectre de nouvelles sanctions contre la Russie, Moscou essaie de dissuader les Européens dans leur démarche et d'imposer sa vision par l'arme du gaz. Lors d'une lettre adressée à dix-huit clients européens de Gazprom le 10 avril 2014 (dont la France), le président russe met en garde les dirigeants politiques des pays destinataires d'une éventuelle coupure de gaz : faute de remboursement rapide par Kiev d'une dette gazière de 2,2 milliards de dollars, la Russie serait obligée de couper en partie ou totalement l'approvisionnement de l'Ukraine, ce qui risque d'impacter négativement les approvisionnements en gaz des européens.

L'éclatement d'une nouvelle guerre du gaz russo-ukrainienne menace à nouveau les approvisionnements gaziers russes des Européens dont environ 80% transitent par l'Ukraine. L'UE a déjà été la victime collatérale des conflits gaziers entre les deux voisins en 2006 et 2009. Mais **l'adoption d'une telle mesure en 2014 serait totalement défavorable aux intérêts de Vladimir Poutine** : les recettes pétro-gazières sont vitales pour préserver son pouvoir, alimenter l'économie du pays et soutenir les républiques séparatistes de l'espace post-soviétique. Le leader du Kremlin choisit pourtant de proférer une telle menace pour atteindre **deux objectifs majeurs**. D'un point de vue tactique, V. Poutine essaie de dissuader les européens d'adopter de nouvelles sanctions. D'un point de vue stratégique, il cherche à remporter une victoire plus large contre l'UE sur le plan énergétique. La crise ukrainienne est traitée ici comme une opportunité à saisir pour imposer le projet russe de gazoduc South Stream, censé transporter du gaz russe vers les marchés européens en contournant le territoire de l'Ukraine. Ancien rival du projet européen Nabucco, South Stream se heurte à la résistance de la Commission européenne et des pays de la *jeune Europe* qui craignent le renforcement du monopole énergétique russe sur les marchés européens. L'instabilité politique ukrainienne est donc habilement valorisée par V.Poutine pour **démontrer le manque de fiabilité de l'Ukraine en tant que pays de transit** pour les approvisionnements énergétiques des européens. Cela renvoie à la crise russo-géorgienne d'août 2008 lors de laquelle un des objectifs majeurs de la Russie a été notamment de présenter la Géorgie comme étant un pays instable et donc peu fiable aux yeux des européens. Or, la Géorgie était censée participer au transit du gaz azerbaïdjanais vers l'Europe dans le cadre du projet de gazoduc Nabucco.



Dans le contexte actuel, le leader russe cherche à diviser les pays européens et influencer sur leurs gouvernements afin de faire avancer le projet South Stream en contournant la Commission européenne. Mais céder à la menace de la Russie et accepter le projet de gazoduc russe, c'est affaiblir davantage la sécurité énergétique européenne et créer des brèches dans la sécurité de l'Europe. Pour conclure, la situation actuelle de l'Ukraine permet de **tester à nouveau la solidarité des pays européens**. Ce contexte montre également l'urgente nécessité de diversifier les sources et routes énergétiques de l'UE. Cela souligne l'importance du Corridor gazier sud qui a été conçu par la Commission européenne pour réduire graduellement les approvisionnements en gaz de provenance russe. Enfin la crise russo-ukrainienne oblige les Européens à envisager une véritable Europe de l'énergie.

